

Rapport annuel Jahresbericht

—
2021



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal pénal des mineurs
Jugendstraengericht**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis



1	Introduction	3
1.1	Tribunal pénal des mineurs	4
1.1.1	Partie générale	4

1.1	Jugendstraengericht	8
1.1.1	Allgemeiner Teil	8
1.1.2	Partie statistique / Statistischer Teil	12

Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2021 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Rapport sur l'activité 2021

1.1 Tribunal pénal des mineurs

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Personnel

1.1.1.1.1 Composition du Tribunal des mineurs

Juges professionnels - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2020	2021
Boillat Zaugg Sandrine	Juge	0.8	0.8
Dougoud Pierre-Laurent	Juge	1.0	1.0
Lehmann Arthur	Juge	0.5	0.5
Total EPT au 31.12.		2.3	2.3

Conformément à l'art. 21 al. 2 de la Loi sur la justice du 31 mai 2010, M. Arthur Lehmann a, en 2021, assuré la Présidence administrative du Tribunal des mineurs.

Suite à un accident non professionnel, la Juge Sandrine Boillat Zaugg a été en incapacité de travail totale du 16 août au 24 septembre 2021, puis partiellement jusqu'au 5 novembre 2021. En remplacement de cette dernière, le Conseil de la magistrature a nommé son greffier, Jonas Petersen, en qualité de Juge ad hoc du 16 août au 15 novembre 2021.

Juges-asseesseurs à titre accessoire au 31.12.

- > Gisèle Cotting Morf, Irène Hämmerli, Claude Pauchard, Claudine Perroud, Assesseurs
- > Brigitte Bauer, Mario Bugnon, Sylvie Gobet, Nicolas Rime, Assesseurs suppléants

1.1.1.1.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2020	2021
Total EPT Greffiers (postes permanents)	4	4
Total EPT Stagiaires juristes	2	2
Total EPT Collaborateurs administratifs (postes permanents)	6.4	6.4
Total EPT Apprentis collaborateurs administratifs	1	1
Total	13.4	13.4

1.1.1.1.2.1 Greffiers

Mme Inès Bruggisser a terminé son activité au sein du Tribunal des mineurs en date du 11 janvier 2021 après avoir occupé le poste de greffière-cheffe durant près de 6 années. Mme Tania Crausaz a assuré l'ad intérim pendant le congé maternité de Mme Bruggisser, et ce, jusqu'à la fin du mois de février 2021.

En date du 1^{er} mars 2021, M. David Kaelin a repris la fonction de greffier-chef à 100 %.

Mme Christine Bürgisser (70%), Mme Violaine Butty Mettraux (50%), Mme Laura Dingas (100%) et M. Jonas Petersen (80%) ont poursuivi leur activité de greffier/ère au sein du Tribunal.

Mme Soukaina Boualam a effectué un remplacement du 16 août au 15 décembre 2021 suite à la nomination de M. Jonas Petersen en qualité de Juge ad hoc due à l'incapacité de la Juge.

1.1.1.1.2.2 Intervenants en protection de l'enfant (IPE)

Trois intervenantes en protection de l'enfant travaillent auprès du Service social du Tribunal des mineurs, à savoir Mme Antoaneta Zadory à 90%, Mme Corina Zurkinden à 50% et Mme Isabelle Vauthey à 60%. M. Théo Dafflon décharge les intervenantes en protection de l'enfant d'une partie de leurs tâches administratives.

1.1.1.1.2.3 Cheffe de bureau

Le poste a été occupé par Mme Doris Rutishauser (50%) jusqu'au 30 avril 2021. Suite à sa démission, l'autorité a décidé de se réorganiser. Actuellement, aucune personne n'occupe ce poste. Les tâches ont été majoritairement reprises par le greffier-chef, qui peut compter sur M. Théo Dafflon pour le décharger d'une partie de ses tâches administratives.

1.1.1.1.2.4 Secrétaires

Mme Doris Ruthishauser (50%) a démissionné pour le 30 avril 2021. Le poste a été repris par Mme Linda Künzi en date du 1^{er} septembre 2021 à 50 %.

Mme Maria Meyer a poursuivi son activité de secrétaire de Juge à 70%.

Mme Walther a poursuivi son activité de secrétaire de Juge et a diminué son taux, dès le 1^{er} août 2021, à 80 % suite à son incapacité de travail. Cette absence a été compensée par l'engagement de M. Baptiste Monney (ancien stagiaire 3+1) en CDD. Enfin, M. Monney s'est vu proposé un CDI à 50 % dès le 1^{er} juillet 2021.

Mme Ludivine Monney, collaboratrice financière à 100%, a poursuivi son activité.

1.1.1.1.2.5 Stagiaires

Ont effectués un stage de greffier à 100% : Mmes Milène Duffour et Alexandra Haroutel du 1^{er} septembre 2020 au 29 février 2021, Mmes Hilâl Özcan et Dilay Topaloglu du 1^{er} mars au 31 août 2021, MM Fabian Kolly et Colin Mayeux du 1^{er} septembre 2021 au 28 février 2022.

M. Christian du Réau de la Gaignonnière, stagiaire 3+1, a terminé son stage le 4 juillet 2021, après avoir achevé sa formation avec succès.

Mme Lilia Deppierraz est entrée en fonction le 1^{er} août 2021, en qualité de stagiaire 3+1.

1.1.1.2 Commentaires de la statistique

En 2021, le Tribunal des mineurs a été saisi de 1636 nouvelles affaires (2020 : 1427), lesquelles ont concerné 1083 mineurs (2020 : 949). Cela représente une augmentation du nombre d'affaires de 15% et du nombre de mineurs

dénoncés de 12% par rapport à l'année précédente. Le nombre d'affaires traitées a diminué lors des années précédentes, à savoir 2019 et 2020.

Il convient de constater que, durant les années 2020 et 2021, les dénonciations concernant les mineurs voyageant sans titre de transport valable ont fortement diminué. Cette diminution s'explique par un changement de pratique de la part d'une société de transports publics en matière de dénonciation des infractions à la Loi fédérale sur le transport de voyageurs. De ce fait, entre 2020 et 2021, environ 400 dénonciations de moins concernant les mineurs voyageant sans titre de transport valable ont été enregistrées auprès de notre instance.

Au 31 décembre 2021, 792 procédures étaient pendantes auprès du Tribunal des mineurs (2020 : 606). Malgré des circonstances difficiles engendrées par la pandémie de COVID-19, laquelle a par ailleurs profondément impacté le déroulement du travail au Tribunal des mineurs, un grand nombre d'affaires a pu être liquidé au cours de l'année.

1.1.1.3 Remarques générales

Mesures

Durant l'exercice 2021, comme les années précédentes, la mise en œuvre de mesures de placement en institutions fermées s'est avérée très difficile, voire impossible à réaliser. En Suisse romande, cette situation est accentuée par rapport à la Suisse alémanique. Cela s'explique par le fait que les Juges des mineurs romands doivent composer avec une disponibilité limitée à 24 places au Centre éducatif fermé de Pramont à Granges/VS pour les condamnés masculins. Pour cet établissement, il y a une liste d'attente d'environ 20 personnes depuis déjà plusieurs années. Durant l'année 2021, un groupe de travail a effectué une étude de faisabilité sur la possibilité de réouverture du Foyer d'éducation de Prêles/BE. Ces travaux sont en phase finale. Si la réouverture de ce foyer s'avérait possible, les Juges des mineurs romands disposeraient alors d'une nouvelle alternative de placement en milieu fermé pour les jeunes.

Pour les jeunes femmes mineures, il n'existe toujours pas d'établissement offrant la possibilité d'un placement fermé selon l'art. 15 al. 2 DPMIn. Le projet Time Up, qui devrait être opérationnel au plus tôt en 2023, proposera alors 4 places en institution fermées, lesquelles seront à disposition de la Suisse occidentale et du Tessin. Le projet est soutenu par le Canton de Fribourg.

Il existe également des listes d'attente dans les établissements permettant une période d'observation de 3 mois (art. 9 DPMIn) en Suisse occidentale, ce qui reporte dans le temps, voire rend impossible, la mise en œuvre de ces mesures.

Pour ce qui est des placements en milieu ouvert, en raison de l'occupation élevée des institutions disponibles, encore une fois, il a pu être constaté à plusieurs reprises que le temps d'attente engendre des difficultés pour leur exécution. Cette problématique a pu être observée dans toutes les régions de Suisse confondues durant l'exercice 2021.

Dans ce contexte, les mesures ambulatoires ont pu être encouragées et développées. Le Service social du Tribunal des mineurs a pu bénéficier d'un soutien administratif durant l'exercice 2021, permettant aux Intervenantes en protection de l'enfant d'intervenir plus souvent sur le terrain auprès des jeunes concernés. En outre, le projet pilote nommé « Placement Alternatif », lancé en 2019, a été officialisé et a désormais sa place attitrée sous le nom d'Alter'Native. Le but de cette mesure est de permettre aux jeunes bénéficiaires d'apprendre à se gérer soi-même et à renforcer leur responsabilité. Ils vivent dans leur propre logement et sont étroitement encadrés par des éducateurs sociaux. Depuis 2021, 6 jeunes sont au bénéfice de cette nouvelle mesure, respectivement 3 dans le cadre de placements civils et 3 dans le cadre de placements pénaux.

Enfin, il convient de constater que les placements pénaux de longue durée concernant des mineurs au RFSM de Marsens, dans l'unité psychiatrique « la Chrysalide », posent encore régulièrement des problèmes d'exécution. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte : l'unité psychiatrique pour adolescents « la Chrysalide » n'offre pas de traitement en milieu hospitalier fermé et il n'existe pas de secteur fermé à proprement parler. Dans ces cas, il convient d'identifier les centres de traitement extracantonaux disposant d'unités fermées. En outre, les séjours en unité psychiatrique ne sont en principe indiqués médicalement que pour de courtes durées. Pour la suite de l'hébergement et du traitement, il faudrait ensuite faire appel à des institutions à vocation socio-éducative. En raison du taux

d'occupation élevé de ces institutions et les longs délais d'attente en résultant – comme nous l'avons déjà mentionné – les Juges des mineurs trouvent difficilement des solutions de suivi adaptées à la problématique de ces cas.

Peines

Les Juges des mineurs ont rendu en 2021 966 ordonnances pénales (2020 : 985). Dans ce cadre, 820 journées de prestations personnelles et 91 cours de prévention ont été organisés et réalisés. Le nombre d'amendes infligées aux mineurs de 15 ans a également une faible hausse, ce fait étant largement dû la pandémie de COVID-10 ayant eu pour conséquence la fermeture de nombre d'institutions assurant l'exécution des prestations personnelles.

21 adolescents de plus de 15 ans ont été condamnés à des peines privatives de liberté en 2021 et, de ce fait, inscrits au casier judiciaire.

Conclusions

Le Canton de Fribourg prévoit une augmentation des effectifs de la Police cantonale de 90 policiers. Cette augmentation s'étendra sur les dix prochaines années. Il est également prévu que le personnel de la Brigade des mineurs soit augmenté. Les Juges des mineurs sont de l'avis que, dans ce contexte, si la Brigade des mineurs venait à compter plus de membres à l'avenir, le Tribunal des mineurs devrait considérer une réorganisation de son fonctionnement avec plus de ressources. Il paraît cohérent de penser qu'une augmentation du personnel de la Brigade des mineurs mènerait à une hausse du nombre de rapports de police entrant au Tribunal des mineurs, qui devraient ensuite être traités par les Juges des mineurs. En cas d'une forte augmentation des nouvelles affaires entrantes, les principes de base du droit pénal des mineurs ne pourraient dès lors plus être pris en compte correctement. En effet, une étude concrète et approfondie de la situation familiale du prévenu ainsi que la protection et l'éducation du mineur ne pourraient plus être envisagés au cas par cas si l'effectif devait rester inchangé.

Il convient également de relever l'organisation de la permanence assurée par le Tribunal des mineurs : les trois Juges des mineurs, qui totalisent 230% d'EPT, couvrent l'ensemble de l'année civile. Par conséquent, Pierre-Laurent Dougoud effectue 22 semaines et demie de permanence par an, Sandrine Boillat Zaugg 18 semaines et Arthur Lehmann 11 semaines et demie. Les restrictions qui en résultent dans l'organisation de leur vie privée ainsi que la charge psychique sont considérables.

Enfin, malgré les circonstances exceptionnelles qui ont marqué l'année 2021, le Tribunal des mineurs a pu maintenir un rythme satisfaisant, grâce à l'engagement et la remarquable capacité d'adaptation de ses collaboratrices et collaborateurs.

1.1 Jugendstrafgericht

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Personal

1.1.1.1.1 Zusammensetzung des Gerichts

Berufsrichter/innen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2020	2021
Boillat Zaugg Sandrine	Richterin	0.8	0.8
Dougoud Pierre-Laurent	Richter	1.0	1
Lehmann Arthur	Richter	0.5	0.5
Total VZÄ am 31.12.		2.3	2.3

Gemäss Art. 21 Abs. 2 des Justizgesetzes, welches seit dem 31. Mai 2010 in Kraft ist, führte Herr Arthur Lehmann im Jahr 2021 den Vorsitz des Jugendgerichts in administrativen Angelegenheiten.

Frau Sandrine Boillat Zaugg, Jugendrichterin, war zwischen dem 16. August und dem 24. September 2021, infolge eines Nichtberufsunfalls, zu 100% arbeitsunfähig, und bis am 5. November 2021 teilweise arbeitsunfähig. Aufgrund des Ausfalles wurde ihr Gerichtsschreiber, Herr Jonas Petersen, vom Justizrat, für die Zeit zwischen dem 16. August und dem 15. November 2021, als ad hoc Richter nominiert.

Beisitzer/innen - nebenberuflich am 31.12.

- > Gisèle Cotting Morf, Irène Hämmerli, Claude Pauchard, Claudine Perroud, Beisitzer/innen
- > Brigitte Bauer, Mario Bugnon, Sylvie Gobet, Nicolas Rime, Ersatzbeisitzer/innen

1.1.1.1.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2020	2021
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	4	4
Total VZÄ Juristische Praktikanten/Praktikantinnen	2	2
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	6.4	6.4
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende	1	1
Total	13.4	13.4

1.1.1.1.2.1 Gerichtsschreiberei

Frau Inès Bruggisser verliess das Jugendgericht am 11. Januar 2021, nachdem sie während fast 6 Jahren als Chef-Gerichtsschreiberin amtierte. Während des Mutterschaftsurlaubes von Frau Bruggisser übernahm Frau Tania Crausaz den Chef-Gerichtsschreiber-Posten ad interim bis Ende Februar 2021.

Am 1. März 2021 wurde Herr David Kaelin als Chef-Gerichtsschreiber zu 100% eingestellt.

Frau Christine Bürgisser Gaiardo (70%), Frau Violaine Butty Mettraux (50%), Frau Laura Dingas (100%) und Herr Jonas Petersen (80%) sind nach wie vor als Gerichtsschreiber/innen am Jugendgericht tätig.

Aufgrund der Arbeitsunfähigkeit der Jugendrichterin und der Ernennung von Herrn Jonas Petersen zum Jugendrichter ad hoc, wurde die Gerichtsschreiberei zwischen dem 16. August und dem 15. Dezember 2021 von Frau Soukaina Boualam unterstützt.

1.1.1.1.2.2 Fachpersonen für Kinderschutz (IPE)

Der Sozialdienst des Jugendgerichts besteht aus drei Fachpersonen für Kinderschutz, nämlich Frau Antoaneta Zadory (90%), Frau Corina Zurkinder (50%) und Frau Isabelle Vauthey (60%). Herr Théo Dafflon übernimmt einen Teil ihrer administrativen Aufgaben.

1.1.1.1.2.3 Bürocheffinnen

Diese Stelle (50%) war bis 30. April 2021 von Frau Doris Rutishauser besetzt. Nach ihrer Kündigung, beschloss das Gericht eine Neuorganisation. Derzeit ist die Stelle nicht besetzt. Die Aufgaben wurden mehrheitlich vom Chef-Gerichtsschreiber übernommen, welcher in einigen administrativen Aufgaben von Herrn Théo Dafflon unterstützt wurde.

1.1.1.1.2.4 Verwaltungssachbearbeiterinnen

Frau Doris Rutishauser hat ihre Anstellung (50%) per 30. April 2021 gekündigt. Diese Stelle wurde von Frau Linda Künzi am 1. September 2021 im Rahmen desselben Arbeitspensums übernommen.

Frau Maria Meyer arbeitet nach wie vor als Richter-Sekretärin zu 70%.

Frau Monique Walther amtet nach wie vor als Richter-Sekretärin. Nach ihrer Arbeitsunfähigkeit hat sie ihr Arbeitspensum reduziert und arbeitet seit dem 1. August 2021 zu 80%. Dieser Ausfall wurde durch die befristete Anstellung von Herrn Baptiste Monney (ehemaliger Praktikant 3+1) kompensiert. Seit dem 1. Juli 2021 ist Herr Baptiste Monney in einem unbefristeten Arbeitsverhältnis beschäftigt.

Frau Ludivine Monney arbeitet nach wie vor in einem 100%-Pensum als Finanzangestellte.

1.1.1.1.2.5 Praktikant/innen

Folgende Personen haben ein Praktikum zu 100% absolviert: Frau Milène Duffour und Frau Alexandra Haroutel, zwischen dem 1. September 2020 und dem 29. Februar 2021, Frau Hilâl Özcan und Frau Dilay Topaloglu, zwischen dem 1. März und 31. März 2021 sowie Herr Fabian Kolly und Herr Colin Mayeux, zwischen dem 1. September 2021 und dem 28. Februar 2022.

Herr Christian du Réau de la Gaignonnière, Praktikant 3+1, hat sein Praktikum nach erfolgreichem Abschluss seiner Ausbildung am 4. Juli 2021 beendet.

Frau Lilia Deppierraz hat ihr Praktikum 3+1 am 1. August 2021 begonnen.

1.1.1.2 Kommentare zur Statistik

Im Jahre 2021 wurden beim Jugendgericht 1636 neue Angelegenheiten anhängig gemacht (2020: 1427), welche 1083 Minderjährige betrafen (2020: 949). Insgesamt stellt dies im Vergleich zum Vorjahr eine Zunahme um 15% der Fälle und um 12% der verzeigten Minderjährigen dar. Die Anzahl anhängig gemachter Fälle nahm in den Vorjahren 2019 und 2020 jeweils ab.

Es gilt darauf hinzuweisen, dass in den Kalenderjahren 2020 und 2021 eine starke Abnahme der Verzeigungen Jugendlicher wegen Fahrens ohne gültigen Fahrausweis zu vermerken war. Diese Abnahme ist auf eine geänderte Praxis eines öffentlichen Transportunternehmens zurückzuführen. So gingen in den Kalenderjahren 2020 und 2021 beim Jugendgericht Freiburg je ca. 400 Anzeigen weniger ein wegen Fahrens ohne gültigen Fahrausweis.

Am 31. Dezember 2021 waren am Jugendgericht insgesamt 792 Verfahren hängig (2020:606). Trotz erschwelter Umstände durch die COVID-19 Pandemie, welche im Übrigen den Arbeitsablauf am Jugendgericht tiefgreifend verändert hat, konnte im Berichtsjahr eine grosse Anzahl Fälle erledigt werden.

1.1.1.3 Allgemeine Bemerkungen

Massnahmen

Auch in diesem Berichtsjahr erwies sich die Umsetzung der indizierten geschlossenen Unterbringungen, wie in den vergangenen Jahren, als sehr schwierig, wenn nicht gar unmöglich. In der Westschweiz ist diese Lage im Vergleich zur deutschen Schweiz akzentuierter. Dies ist darauf zurückzuführen, dass den Jugendrichtern und Jugendrichterinnen in der Westschweiz in Bezug auf die männlichen Jugendlichen einzig die geschlossene Einrichtung Pramont in Granges/VS mit ihren 24 Plätzen zur Verfügung steht. Für besagte Einrichtung besteht bereits seit mehreren Jahren eine Warteliste mit ca. 20 Personen. Während dem Berichtsjahr erarbeitete eine Arbeitsgruppe eine Machbarkeitsstudie zur teilweisen Wiedereröffnung des Jugendheims Prêles/BE. Diese Arbeiten sind in der Schlussphase. Bei einer Wiedereröffnung dieses Jugendheims verfügten die Westschweizer Jugendrichter und Jugendrichterinnen über zusätzliche Alternativen bei einer indizierten Unterbringung im geschlossenen Rahmen.

Für minderjährige Mädchen gibt es nach wie vor keine Einrichtung, die die Möglichkeit einer geschlossenen Platzierung gemäss Art. 15 Abs. 2 JStG anbietet. Das Projekt Time Up, welches für die Westschweiz und das Tessin 4 Plätze im geschlossenen Rahmen vorsieht, ist frühestens im Jahre 2023 operationell. Das Projekt Time Up wird vom Kanton Freiburg getragen.

Auch bei den Einrichtungen in der Westschweiz, welche eine dreimonatige Beobachtung ermöglichen (Art. 9 JStG) bestehen Wartelisten, was die Durchführung dieser Massnahmen zeitlich aufschiebt oder gar verunmöglicht.

Auch bei den Unterbringungen im offenen Rahmen wurden aufgrund der hohen Auslastung der jeweiligen Einrichtungen und der damit verbundenen langen Wartezeit wiederholt Schwierigkeiten festgestellt. Diese Problematik konnte im Berichtsjahr in sämtlichen Regionen der Schweiz festgestellt werden.

Vor diesem Hintergrund wurden die ambulanten Massnahmen gefördert und ausgebaut. Auch im Berichtsjahr wurde der Sozialdienst des Jugendgerichts in administrativen Belangen unterstützt, was den internen Fachpersonen für Kinderschutz ermöglichte, vermehrt auf dem Terrain, vor Ort, zu intervenieren. Zudem wurde das im Jahre 2019 gestartete Pilotprojekt „alternative Platzierung“ offiziell und hat nunmehr seinen festen Platz unter dem Namen Alter'Native. Ziel und Zweck dieser Massnahme ist insbesondere, die untergebrachten Jugendlichen im Erlernen und in der Übernahme von Eigenverantwortung zu stärken. Sie wohnen dabei in ihren eigenen vier Wänden und werden von Sozialpädagogen eng begleitet. Seit 2021 profitieren 6 Jugendliche von diesem neuen Gefäss: Jeweils 3 zivilrechtlich sowie 3 strafrechtlich untergebrachte Jugendliche.

Schliesslich gilt es darauf hinzuweisen, dass länger dauernde strafrechtlich angeordnete Unterbringungen Jugendlicher in der psychiatrischen Station Chrysalide im stationären Behandlungszentrum in Marsens regelmässig Probleme im Vollzug mit sich bringen. Die Gründe hierfür sind mehrschichtig: Die psychiatrische Station für Jugendliche Chrysalide bietet keine Behandlung im geschlossenen stationären Bereich an. Ein eigentlicher geschlossener Bereich existiert nicht. In diesen Fällen gilt es ausserkantonale Behandlungszentren mit geschlossenen Abteilungen zu eruieren. Zudem sind Aufenthalte in der psychiatrischen Station regelmässig nur für kurze Dauer medizinisch indiziert. Für die weiterführende Unterbringung und Behandlung wären in der Folge sozialpädagogisch ausgerichtete Institutionen zu beauftragen. Aufgrund der hohen Auslastung dieser Einrichtungen und der damit verbundenen langen Wartezeiten – wie bereits erwähnt - finden die Jugendrichter und Jugendrichterinnen in diesen Fällen nur schwer der Problematik entsprechende Anschlusslösungen.

Strafen

Im Jahre 2021 haben die Jugendrichter 966 Strafbefehle erlassen (2020 : 985). In diesem Zusammenhang wurden x Tage Arbeitsleistung und x Präventionskurse organisiert. Auch wurden vermehrt Bussen für Minderjährige, welche das 15. Altersjahr bereits erreicht hatten, ausgesprochen. Letzteres ist vor allem darauf zurückzuführen, dass infolge der COVID-19 Pandemie viele Einrichtungen, welche den Vollzug der persönlichen Leistungen ermöglichten, schliessen mussten.

Im Übrigen wurden im Berichtsjahr 21 über 15-jährige Minderjährige zu Freiheitsstrafen verurteilt und demzufolge im Strafregister eingetragen.

Schlussbemerkung

Der Kanton Freiburg plant die Aufstockung des Polizeicorps mit 90 zusätzlichen Polizisten. Dieser Prozess soll während der nächsten zehn Jahre stattfinden. Mitunter ist vorgesehen, dass auch die Jugendbrigade personell aufgestockt wird. Die Jugendrichter und die Jugendrichterin sind der Meinung, dass in diesem Zusammenhang auch Überlegungen über eine Reorganisation des Jugendgerichts, mit zusätzlichen Ressourcen, gemacht werden müssten. Es gilt zu berücksichtigen, dass eine personelle Aufstockung der Jugendbrigade tendenziell zu mehr Anzeigen Jugendlicher am Jugendgericht führen wird. Bei einem erheblichen Anstieg der neu verzeigten Angelegenheiten könnte den Grundprinzipien des Jugendstrafrechts wohl nicht mehr genügend Rechnung getragen werden: Eine konkrete, vertiefte Abklärung der Lebens- und Familienverhältnisse, zum Schutz und Erziehung des Jugendlichen, wäre im Einzelfall bei unverändertem Personalbestand beim Jugendgericht wohl nicht mehr möglich.

Zudem gilt es auf die Organisation des Pikettdienstes am Jugendgericht hinzuweisen: Die beiden Jugendrichter, Pierre-Laurent Dougoud sowie Arthur Lehmann, und die Jugendrichterin Sandrine Boillat Zaugg, welche zusammen 230 Stellenprozente auf sich vereinen, decken vollständig das gesamte Kalenderjahr ab. Demnach leisten Pierre-Laurent Dougoud 22 ½ Wochen, Sandrine Boillat Zaugg 18 Wochen und Arthur Lehmann 11 ½ Wochen jährlich Pikettdienst. Die daraus resultierenden Einschränkungen in der persönlichen Lebensgestaltung sowie die psychischen Belastungen sind beträchtlich.

Schliesslich ist zu bemerken, dass trotz der aussergewöhnlichen Umstände, welche das Jahr 2021 geprägt haben, die Tätigkeit des Jugendgerichts dank des bemerkenswerten Einsatzes und der Anpassungsfähigkeit der Mitarbeiterinnen, zufriedenstellend fortgesetzt werden konnte.

1.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.2.1 Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

	2020	2021
Entrées / Neueingänge	1427	1636
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	949	1083

Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht	2020	2021
Enfants (10-15 ans révolus) / Kinder (10-15 Jahre)	219	321
Adolescents (15-18 ans révolus) / Jugendliche (15-18 Jahre)	1203	1311
Filles / Mädchen	305	334
Garçons / Knaben	1117	1298

Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache	2020	2021
Mineurs de langue allemande / Minderjährige deutscher Sprache	222	202
soit le en %/ d.h. in %	13.8%	12.4%
Mineurs de langue française / Minderjährige französischer Sprache	1200	1430
soit le en %/ d.h. in %	86.2%	87.6%

Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz	2020	2021
Fribourg-Ville / Stadt Freiburg	173	256
Sarine-Campagne / Saane-Land	336	389
Singine / Sense	88	97
Gruyère / Greyerz	243	260
Lac / See	149	155
Broye / Broye	89	112
Glâne / Glane	62	102
Veveyse / Vivisbach	133	64
Autres cantons / Andere Kantone	109	142
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	24	40
Total	1406	1617

1.1.2.2 Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

	2020	2021
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	154	161

1.1.2.3 Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

	2020	2021
Détention provisoire / Untersuchungshaft	10	17
Observation / Beobachtung	2	5
Placement à titre provisionnel / Vorsorgliche Unterbringung	13	14
Autres mesures de protection à titre provisionnel / Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen	4	3

1.1.2.4 Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2021 et celles ouvertes durant l'année, ont connu le sort suivant :

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2021 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, nahmen folgenden Ausgang:

	2020	2021
Non-entrée en matière / Nichtanhandnahme	126	90
Classement / Einstellung	88	72
Classement suite à une médiation / Einstellung nach Mediation	85	42
Classement suite à un retrait de plainte / Klagerückzug	19	59
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMin) / Einstellung anstatt einer Strafbefreiung	0	17
Suspension / Sistierung	13	29
Dessaisissements / Abtretungen	124	136
Ordonnances pénales / Strafbefehle	985	966
Renvois devant le Juge ou devant le Tribunal / Überweisung an den Richter oder das Gericht	5	6
Enquêtes en cours / Hängige Untersuchungen	606	792
Total	2046	2209

1.1.2.5 Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01. au 31.12.2021) / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01. bis 31.12.2021)

	2020	2021
Nombre d'affaires déléguées par les juges / Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten	61	73
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	71	80

	2020	2021
Processus ayant conduit à un accord de médiation / Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben	53	43
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	93	51

	2020	2021
Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation / Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben	22	16
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	28	17

	2020	2021
Processus en cours au 31 décembre 2021 / per 31. Dezember 2021 hängige Verfahren	36	44
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	41	46

1.1.2.6 Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

	2020	2021
Nombre des réunions du Tribunal / Anzahl Tagungen des Gerichts	11	6
Nombre de mineurs jugés / Anzahl verurteilte Minderjährige	11	6

1.1.2.7 Infractions enregistrées / Strafbare Handlungen eingetragen

1.1.2.7.1 Code pénal / Strafgesetzbuch

Contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben	2020	2021
Homicide par négligence / Fahrlässige Tötung	0	1
Complicité de meurtre / Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung	0	0
Infanticide / Kindestötung	0	0
Lésions corporelles simples / Einfache Körperverletzung	55	31
objet dangereux / gefährlicher Gegenstand	5	1
Lésions corporelles graves / Schwere Körperverletzung	1	0
tentative / Versuch	1	0
Lésions corporelles par négligence / Fahrlässige Körperverletzung	0	1
Voies de fait / Tötlichkeiten	44	30
Mise en danger de la vie d'autrui / Gefährdung des Lebens	3	0
Omission de prêter secours / Unterlassung der Nothilfe	0	0
Fausse alerte / Falscher Alarm	1	4
Rixe / Raufhandel	7	11
Agression / Angriff	6	5
Remise de substances nocives / Verabreichen gesundheitsgefährdender Stoffe	1	0

Contre le patrimoine / gegen das Vermögen	2020	2021
Appropriation illégitime / Unrechtmässige Aneignung	10	10
Abus de confiance / Veruntreuung	1	1
Vol / Diebstahl	73	107
simple / einfacher	70	105
en bande / bandenmässiger	2	2
par métier / gewerbsmässiger	1	0
au préjudice des proches / zum Nachteil eines Angehörigen	0	0
Tentative de vol / Diebstahlversuch	4	1
simple / einfacher	4	1
en bande / bandenmässiger	0	0
par métier / gewerbsmässiger	0	0
Complicité de vol / Gehilfenschaft zum Diebstahl	3	2
Vol d'importance mineure / Geringfügiger Diebstahl	26	10
Brigandage / Raub	25	10
avec arme / bewaffnet	3	0
en bande / bandenmässiger	2	0
Dommages à la propriété / Sachbeschädigung	111	153
Escroquerie / Betrug	6	6

Contre le patrimoine / gegen das Vermögen	2020	2021
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	6	6
Filouterie d'auberge / Zechprellerei	1	0
Obtention frauduleuse d'une prestation / Erschleichen einer Leistung	9	6
Extorsion / Erpressung	1	0
avec violence ou menace d'un danger imminent / mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr	0	0
Extorsion – tentative / Erpressung – Versuch	1	0
Recel / Hehlerei	5	13

Contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich	2020	2021
Diffamation / Üble Nachrede	4	4
Calomnie / Verleumdung	3	0
Injure / Beschimpfung	56	48
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / Missbrauch einer Fernmeldeanlage	6	9
Violation du domaine secret / Verletzung des Geheimbereichs	1	2

Contre la liberté / gegen die Freiheit	2020	2021
Menaces / Drohung	63	50
Contrainte / Nötigung	24	5
dont tentative / Versuch	0	0
Séquestration / Freiheitsberaubung	0	0
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	77	63
tentative / Versuch	0	1

Contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität	2020	2021
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / sexuelle Handlungen mit Kindern	7	15
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / Schändung	1	1
Contrainte sexuelle / Sexuelle Nötigung	4	7
Viol / Vergewaltigung	1	7
Exhibitionnisme / Exhibitionismus	0	0
Pornographie / Pornographie	23	16
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / Unzüchtige Belästigung	2	1
Inceste / Inzest	0	0

Créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen	2020	2021
Incendie intentionnel / Brandstiftung	25	17
tentative / Versuch	0	1
complicité / Gehilfenschaft	0	0
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	4	8
Explosion / Verursachung einer Explosion	0	2
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung	0	0

Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht	2020	2021
Fabrication de fausse monnaie / Geldfälschung	0	0
Mise en circulation de fausse monnaie / In Umlaufsetzen falschen Geldes	0	1
Imitation de billets de banque sans dessein de faux /	0	0

Faux dans les titres / Urkundenfälschung	2020	2021
Faux dans les titres / Urkundenfälschung	1	1
Faux dans les certificats / Fälschung von Ausweisen	6	4

Contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden	2020	2021
Entrave à la circulation publique / Störung des öffentlichen Verkehrs	4	0
Entrave au service des chemins de fer / Störung des Eisenbahnverkehrs	0	0
Entrave aux services d'intérêt général / Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen	0	0
Actes préparatoires délictueux / Strafbare Vorbereitungshandlungen	0	0
Emeute / Aufruhr	0	0
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / Störung der Glaubens- und Kulturfreiheit	0	0
Discrimination raciale / Rassendiskriminierung	2	0
Atteinte à la paix des morts / Störung des Totenfriedens	0	0

Contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt	2020	2021
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte	22	16
Empêchement d'accomplir un acte officiel / Hinderung einer Amtshandlung	45	43
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	2	0
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / Bruch amtlicher Beschlagnahme	0	0

Contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege	2020	2021
Dénonciation calomnieuse / Falsche Anschuldigung	3	4
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	0	4
Entrave à l'action pénale / Begünstigung	0	0
Faux témoignage / Falsches Zeugnis	0	0
Faire évader des détenus / Befreiung von Gefangenen	0	0

1.1.2.7.2 Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze

Sur les stupéfiants / Betäubungsmittel	2020	2021
Crimes et délits / Verbrechen und Vergehen	309	174
Contraventions / Übertretungen	46	37
Cas bénins / Leichter Fall	263	137

Sur la circulation routière / Strassenverkehr	2020	2021
Vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch	26	26
dont tentative / Versuch	0	0
Conduite sans permis / Fahren ohne Führerausweis	61	58
Conduite en état d'incapacité / Fahren in fahruntüchtigem Zustand	14	17
Violation des devoirs en cas d'accident / Pflichtwidriges Verhalten bei Unfall	2	3
Contraventions diverses / Verschiedene Übertretungen	147	213
sur les étrangers / Ausländerinnen und Ausländer	13	25
sur les armes / Waffen	45	31
sur le transport des voyageurs / Gesetz über die Personenbeförderung	64	152
sur la police des chemins de fer / Eisenbahnpolizei	4	5
sur la navigation intérieure / Binnenschifffahrt	1	0
sur la protection des animaux / Tierschutz	0	0
sur la protection des eaux / Gewässerschutzgesetz	0	0
sur les autres lois fédérales / andere Bundesgesetze	11	8

Lois cantonales / kantonale Gesetze	2020	2021
sur les établissements publics et la danse / öffentliche Gaststätten und Tanz	0	0
sur la pêche et la chasse / Fischerei und Jagd	0	0
d'application du CP / EGStGB	2	0
d'application du CC / EGZGB	0	0
sur les appareils et les salons de jeu / Spielapparate und Spielsalons	0	0
autres lois cantonales / andere kantonale Gesetze	156	103

1.1.2.8 Décisions rendues par le Tribunal et par le Juge des mineurs / Durch das Gericht und den Jugendrichter gefällte Entscheide

1.1.2.8.1 Jugements / Urteile

Mesures de protection / Schutzmassnahmen	2020	2021
Surveillance / Aufsicht	0	0
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	0	1
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der persönlichen Betreuung	5	1
Placement familial / Unterbringung in einer geeigneten Familie	0	0
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / Unterbringung in einer offenen Einrichtung	0	0
Placement dans un établissement d'éducation fermé / Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung	0	0
Maintien dans une maison d'éducation / Beibehaltung in einem Erziehungsheim	1	0
Changement de mesure / Änderung der Massnahme	0	0
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	0	0
Accompagnement / Begleitung	3	3

Peines / Strafen	2020	2021
Réprimande / Verweis	0	0
Réprimande avec délai d'épreuve / Bedingter Verweis	0	0
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	0	0
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	0	0
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	0	1
Amende avec sursis / Bedingte Busse	0	1
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	0	0
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	1	0
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	0	2
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	0	0
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	0	0
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	0	0
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	0	0

Cumuls / Verbindung	2020	2021
Peine + peine / Strafe + Strafe	6	0
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	0	16
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	0	0
Exemption de peine / Strafbefreiung	0	0
Acquittement / Freispruch	46	13

1.1.2.8.2 Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide

	2020	2021
Inscription au casier judiciaire / Eintragung ins Strafregister	14	21
Radiation du casier judiciaire / Löschung im Strafregister	0	0
Révocation du sursis / Widerruf des bedingten Strafvollzugs	5	1
Renonciation à révoquer le sursis / Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs	0	0
Prolongation du délai d'épreuve / Verlängerung der Probezeit	0	0
Refus de radiation du casier judiciaire / Verweigerung der Löschung im Strafregister	0	0
Libération conditionnelle accordée / Bedingte Freilassung gewährt	0	0
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen	0	0
Fin de mesure / Beendigung der Massnahme	7	2
Fin d'accompagnement / Beendigung der Begleitung	0	0

Conversions / Umwandlungen	2020	2021
Conversion d'amende en privation de liberté / Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug	2	7
Conversion prestation personnelle en amende / Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse	24	20
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug	5	3
Demande conversion privation de liberté en prestation personnelle / Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung	0	2
Demande conversion amende en prestation personnelle / Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung	10	4

1.1.2.8.3 Ordonnances pénales / Strafbefehle

Mesures de protection / Schutzmassnahmen	2020	2021
Surveillance / Aufsicht	0	0
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	1	2
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der Persönlichen Betreuung	5	0
Maintien en maison d'éducation	2	0
Changement de mesure / Massnahmenwechsel	5	0
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	0	0
Accompagnement / Begleitung	4	10

Peines / Strafen	2020	2021
Réprimande / Verweis	73	34
Amende avec sursis / Bedingte Busse	33	76
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	5	18
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	225	227
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	147	110
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	57	52
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	54	49
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	21	29
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	59	30
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / Persönliche Leistung (Rendez-vous in der Bibliothek)	4	2
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	3	8
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	0	2
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	6	9

Cumuls / Verbindung	2020	2021
Peine + peine / Strafe + Strafe	12	6
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	11	16
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	0	0